



*Au service
des peuples
et des nations*

Programme des Nations Unies pour le Développement

Projet
Accès au droit et à la justice

RAPPORT D'ACTIVITES DE L'ANNEE 2019

RAPPORT ANNUEL DE PROJET

Date:

Award ID: 00050079

Description: Agence ou Partenaire de mise en œuvre: PNUD

Période couverte: 1^{er} janvier au 31 décembre 2019

1.1 Section 1 : Mise en œuvre du projet

Actualisation des risques liés au projet:	Environnement du projet et mise à jour des problèmes existants:
---	---

Section 2. Performances du projet (par produit)

PRODUIT 1 : Les institutions judiciaires et les institutions de défense des droits de l'homme disposent des moyens adéquats pour améliorer la protection des droits fondamentaux, la primauté du droit et l'accès à la justice pour les femmes, des jeunes, des personnes vivant avec le VIH/sida et des personnes vivant avec un handicap.

Description: - Existence, avec l'appui du PNUD, d'institutions et de systèmes renforcés soutenant l'exécution des obligations de ratification des instruments en lien avec les droits de l'homme au plan national et international

a) État de droit et justice b) Droits de l'homme

- Nombre de maisons de justice et de bureaux d'aide renforcés avec l'appui du PNUD
- Existence d'un système d'information sur l'efficacité de la justice

Objectif : renforcer les institutions judiciaires et structures de justice de proximité pour une meilleure application de la règle de droit, respectant les droits de l'homme et plus particulièrement les droits des femmes et des enfants.

Réalisation à la date du rapport: sur les 10 activités planifiées, 08 sont totalement réalisées et deux sont annulées soit un taux de 80% pour une consommation financière de 62%.

Activity ID: 1- Former les acteurs judiciaires (magistrats, avocats, greffiers, administration pénitentiaire, les surveillants de l'administration pénitentiaire (SAP), les officiers de police judiciaire (OPJ), les travailleurs sociaux et les agents de santé en droits de l'Homme et égalité du genre

Produit attendu de l'activité: 145 acteurs judiciaires et parajudiciaires formés dont 105 hommes et 40 femmes pour une meilleure application de la règle de droits et pour le respect des droits humains.

Dates de démarrage et de fin de l'activité: 03 JUIN AU 22 NOVEMBRE 2019

% d'avancement à la date de fin de l'activité : 100%

Activity ID: 2- Séminaire de formation sur l'amélioration des rapports entre les chefs de juridiction et les auxiliaires de justice (Présentation des règles de déontologie des magistrats, des avocats, des huissiers de justice, des notaires, des commissaires-priseurs)

Produit attendu de l'activité: 65 acteurs judiciaires dont 62 hommes et 03 femmes sont formés sur l'amélioration des rapports entre acteurs judiciaires.

Dates de démarrage et de fin de l'activité: du 28 au 31 octobre 2019

% d'avancement à la date de fin de l'activité : 100%

RAPPORT ANNUEL DE PROJET

Activity ID: 3- Elaboration d'un recueil de jurisprudence togolaise commentée (Sélection et validation des arrêts des cours et tribunaux dignes d'intérêt ; Commentaire des arrêts par une équipe de professeurs de droit des universités et des praticiens magistrats et avocats ; Edition et mise à disposition des recueils commentés en vue de l'amélioration de la qualité des décisions de justice et l'harmonisation de la jurisprudence)

Produit attendu de l'activité: recueil de jurisprudence togolaise commentée est disponible

Dates de démarrage et de fin de l'activité: activité annulée

% d'avancement à la date de fin de l'activité : 00%

Activity ID: 4- Organiser des visites inopinées dans les juridictions par l'inspection générale des services juridictionnels et pénitentiaires

Produit attendu de l'activité: rapports des visites inopinées disponibles

Dates de démarrage et de fin de l'activité: activité annulée

% d'avancement à la date de fin de l'activité : 00%

Activity ID: 5- . Réaliser la cartographie des structures d'écoute et de prise en charge des victimes VBG (maisons de justice et centre d'écoute)

Produit attendu de l'activité: la cartographie des maisons de justice et centre d'écoute est disponible

Dates de démarrage et de fin de l'activité: juillet- octobre

% d'avancement à la date de fin de l'activité 100%

Activity ID: 6- Former le personnel des centres d'écoute, des maisons de justice sur les droits de l'Homme, les droits catégoriels, l'accès à la justice, l'égalité de genre, l'accueil, l'écoute, l'assistance et le reporting

Produit attendu de l'activité: 74 personnels des centres d'écoute et des maisons de justice dont 46 hommes et 28 femmes sont formés sur les droits de l'Homme, les droits catégoriels, l'accès à la justice, l'égalité de genre, l'accueil, l'écoute, l'assistance et le reporting

Dates de démarrage et de fin de l'activité: 28 octobre au 1^{er} novembre 2019

% d'avancement à la date de fin de l'activité : 100%

Activity ID: 7- .Mettre en place un système de collecte d'information dans les maisons de justice et les centre d'écoute (Equiper en matériel informatique et former le personnel sur la collecte et l'analyse des données)

Produit attendu de l'activité: Un système de collecte d'information, dans les maisons de justice est disponible ; le personnel est formé à son utilisation et le matériel informatique est acquis

Dates de démarrage et de fin de l'activité: 18 octobre au 30 novembre

% d'avancement à la date de fin de l'activité 100%

Activity ID: 8- .Organiser des journées portes ouvertes sur les maisons de justice et des consultations juridiques aux citoyens en particulier les femmes

Produit attendu de l'activité: les journées portes ouvertes sont organisées et des consultations juridiques sont offertes aux femmes et autres personnes. Plus de 7000 personnes des deux sexes sont touchés dans les 10 cantons de Dapaong, Cinkassé, Golfe et Agoényivé.

Dates de démarrage et de fin de l'activité: du 04 au 15 novembre 2019

% d'avancement à la date de fin de l'activité : 100%

RAPPORT ANNUEL DE PROJET

Activity ID: 9- Informatisation du casier judiciaire (acquisition de matériels informatiques + extension du fichier national de condamnation)

Produit attendu de l'activité: L'acquisition de 4 serveurs et 2 disques durs a permis l'extension du fichier national de condamnation dans 7 juridictions : AMLAME GUERIN KOUKA TABLIGBO SOTOUBOUA BAFILO PAGOUDA ET MADOURI

Dates de démarrage et de fin de l'activité: Mai- septembre

% d'avancement à la date de fin de l'activité : 100%

Activity ID: 10- Formation sur l'application de la chaîne pénale

Produit attendu de l'activité: L'opérationnalisation assurée de l'application de la chaîne pénale avec la formation de 30 acteurs judiciaires de la cour d'appel de Lomé sur l'application informatique de la chaîne pénale.

Dates de démarrage et de fin de l'activité: 26 au 28 novembre 2019

% d'avancement à la date de fin de l'activité : 100%

Critère de qualité	Date	Résultat (s) de(s) Activité(s)		
		Appréciation du Bénéficiaire	Etat des ressources affectées	Respect du délai d'exécution
		Très satisfait		

Résumé financier						
Account	Fund	Donor	Agent de Mise en œuvre	Budget	Dépense	Balance
	04000	00012	001453 001981	275216 USD	243962 USD	23472 USD

Section 3 : Leçons apprises

La réalisation des activités a permis de découvrir la complémentarité entre les maisons de justice et les centres d'écoutes des femmes victimes de violences basées sur le genre. Intervenant dans le même registre de la conciliation et de la médiation, ces structures sont complémentaires et essentielles pour la protection des femmes et la préservation de la paix sociale. Les liens entre ces structures doivent être renforcés afin de faire de la prise en charge judiciaire des femmes victimes de violences, une réalité dans au Togo.

Egalement, l'extension de ces structures sur toute l'étendue du territoire est une nécessité à une époque où la justice moderne et conventionnelle est décriée.

La bonne collaboration entre le point focal et la chargée de programme a permis de trouver des solutions aux difficultés.

Une autre leçon est celle de l'ignorance des droits élémentaires des femmes et des enfants par les populations y compris les autorités traditionnelles qui hésitent encore tant à Lomé qu'à l'intérieur à accorder un espace de liberté et d'autonomie à la femme. Le code des personnes et de la famille est méconnu et préféré aux pratiques coutumières néfastes.

RAPPORT ANNUEL DE PROJET

Aussi, la méconnaissance des infractions prévues par le code pénal est l'un des principaux facteurs de la surpopulation carcérale car des pratiques jugées anodines, pratiquées et acceptées par la coutume sont érigées en infraction sans un travail préalable d'information et de conscientisation des populations.

Section 4 : Difficultés rencontrées

- Le PTA est signé tardivement (avril 2019)
 - Le calendrier électoral des locales a perturbé les activités
 - L'organisation des assises dans les ressorts des deux cours d'appel a aussi perturbé les activités
- Ces trois contraintes ont sérieusement perturbé l'exécution des activités.

Section 5 : Solutions apportées aux problèmes rencontrés

Face aux contraintes, le calendrier des activités a été revu de commun accord avec le team leader gouvernance et son équipe au cours d'une séance travail. Certaines activités ont été annulées et reportées.

Section 6 : Nouveaux développements susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs

Le PTA 2019 est transitoire et la période 2020-2023 va permettre d'exécuter un autre projet.

Section 7 : Eventualité d'une révision du Programme

Le projet d'Appui à l'amélioration de l'accès au droit et à la justice et au renforcement des institutions chargées des droits de l'homme (PADJ-DH) va s'exécuter durant les quatre prochaines années

Section 8 : Perspectives

Au regard des contraintes et des leçons apprises, un besoin urgent d'information des populations sur les thématiques du genre, des droits des femmes, des droits des enfants.

Dans le PTA 2020, des actions menées avec les maisons de justice et/ou les centres d'écoute (celles existantes et celles créées) doivent pouvoir permettre d'informer les populations sur les thématiques liées aux droits des femmes mais également sur les infractions usuelles consacrées par le code pénal.

Des cantons devront être ciblés pour davantage d'impact.

Pour 2020, les recommandations sont les suivantes :

- Les PTA soient signés tôt c'est à dire dans la première semaine du mois de janvier au plus grand tard
- Le démarrage des activités en février

Section 9- SIGNATURES

RAPPORT ANNUEL DE PROJET

Pour le Gouvernement :

Nom et prénoms : Kokouvi AGBETOMEY

Titre : Ministre de la justice

Signature :



Date :

mp5

Pour le PNUD :

Nom et prénoms : Aliou M. DIA

Titre : Représentant- Résident

Signature :

Date :